

Pablo Ortiz-T.



En Equateur, la situation des droits des peuples et nationalités indiens s'est vue affectée par le changement d'orientation politique et économique vers un modèle ouvertement néolibéral. Ce changement d'orientation est le fruit de négociations et d'accords entre le gouvernement de Lenin Moreno, différentes fractions de la bourgeoisie (agro-exportatrice, commerciale, bancaire et financière), quelques organisations indiennes et syndicales et l'Ambassade des Etats Unis. L'objectif de cette coalition est d'enterrer le modèle de la « Révolution Citoyenne » impulsé par Rafael Correa et qui a dominé la scène politique équatorienne ces dix dernières années.¹

Le résultat des accords de la coalition menée par le gouvernement s'est traduit par deux mesures centrales : l'approbation de réformes constitutionnelles suite à un référendum ; et la promulgation de la Loi de développement productif (*Ley de Fomento Productivo*)²

Bien qu'il ne remplissait pas les conditions légales nécessaires pour être autorisé par la Cour Constitutionnelle, le référendum s'est tenu en février 2018. Les électeurs ont approuvé un certain nombre de dispositions constitutionnelles, parmi lesquelles la suppression d'une loi qui permettait la réélection indéfinie des élus, et la restructuration du Conseil de Participation Citoyenne et Contrôle Social.³ Dans le premier cas, pour éviter que Correa puisse être candidat lors de futures élections. Dans le second, pour coopter le système judiciaire et de contrôle et évincer le Parlement du traitement des accusations de corruption contre les hauts fonctionnaires du gouvernement précédent.⁴

Deux demandes d'organisations indiennes et environnementales ont par ailleurs été approuvées par ce référendum : l'interdiction de l'exploitation minière dans les aires protégées, zones intangibles, et centres urbains, ainsi que l'augmentation de 50 000 hectares de la surface du Parc National Yasuni où habitent les Tagaeri et les Taromenane, deux peuples en isolement volontaire, ainsi que la réduction de 1300 à 300 hectares de l'aire d'opération pétrolière dans cette zone.

Pour ce qui est de la Loi de développement productif promulguée en août 2018, elle supprime les amendes et intérêts devant être prélevés par l'institution fiscale auprès, notamment, de sociétés privées; elle supprime également l'impôt pour tout nouvel investissement dans des opérations productives pendant au moins 20 ans. Ces mesures vont à l'encontre des dispositions en vigueur en matière fiscale qui donnaient la priorité aux impôts directs, permettaient une redistribution de la richesse, et garantissaient des revenus fiscaux constants à l'État.⁵

L'article 45 de cette Loi modifie également l'article 55 de la Loi des Hydrocarbures qui avait établi que la participation de l'État aux revenus pétroliers des entreprises opérant en sol équatorien ne serait plus indexée sur le prix et le volume de production du pétrole et serait donc un tarif fixe. Cette modification de la modalité des contrats avec les entreprises pétrolières implique que, même en période de hausse des prix du baril, les revenus de l'État ne sont plus garantis.

Autrement dit, cette Loi favorise les 200 groupes les plus puissants du pays. Ce sont au total 4.379 millions de dollars de dettes d'impôts « oubliées », dont la moitié sont détenus par 43 entreprises, parmi lesquelles on trouve des entreprises pétrolières transnationales, des entreprises privées de téléphonie, et les plus grandes banques.⁶

En parallèle de ces décisions, le gouvernement s'est rapproché d'organismes multilatéraux de crédit comme le FMI⁷ et du gouvernement chinois; il a annoncé des négociations avec les Etats Unis pour un traité commercial, et l'entrée dans l'Accord Asie Pacifique duquel font déjà partie le Pérou, le Chili ou la Colombie.⁸

En fin d'année, le gouvernement a éliminé les subventions à divers carburants dans le cadre des mesures économiques, ce qui avait suscité des réactions chez certains acteurs opposés au gouvernement, tels que les syndicats, le mouvement appelé «Citizen Revolution» et plusieurs organisations. - les acquis paysans et autochtones au niveau local, qui ont déployé des actions de protestation dans plusieurs villes⁹

Les réactions d'organisations nationales comme la Fédération Nationale des Organisations Paysannes, Indiennes et Noires (FENOCIN) et de la Confédération des Nationalités Indiennes d'Equateur (CONAIE) ont tardé à se faire entendre et sont divisées : d'un côté, ceux qui remettent en cause les décisions du gouvernement et qui ont rejoint la mobilisation dans les rues; de l'autre, ceux qui pensent qu'il est nécessaire de consolider le dialogue et la négociation avec le gouvernement national, et qui maintiennent leurs distances avec les groupes « corréistes ».¹⁰

La marche pour l'eau, la vie et contre la corruption

Suite à un appel de la CONAIE, plusieurs organisations indiennes des Andes du centre et du sud, sous l'égide de la Confédération de la Nationalité Quichua de la Sierra (Ecuadorunari) ont également appelé à la mobilisation d'une « Marche pour l'eau, la vie et contre la corruption » du 4 au 14 novembre. La marche est partie depuis Tundayme dans la province du sud ouest amazonien Zamora Chinchipe.¹¹

Dans une déclaration à la presse, l'Ecuadorunari affirme que l'objectif de cette marche est de demander au président Lenin Moreno de répondre favorablement aux demandes de l'organisation en matière d'environnement, d'éducation, de politique, de mesures anti-corruption, et de communication. Pour Yaku Pérez, président de l'Ecuadorunari « c'est une

marche non violente ; l'idée est d'arriver à Quito et de présenter à l'Assemblée Nationale un projet de loi qui déclare l'Equateur libre d'activité minière dans les territoires indiens »¹²

Environ 300 personnes ont parcouru plusieurs provinces depuis le sud du pays jusqu'à la capitale Quito et ont effectivement présenté un projet de Loi d'interdiction de l'activité minière en Equateur (*Ley Orgánica de Prohibición de Minería Metálica en Ecuador*).¹³

Les organisations mobilisées ont également demandé des réformes urgentes à la Loi des Eaux, Terre, et Activité minière, au Code Pénal, et à d'autres lois « *qui permettent la capture des ressources naturelles, la spoliation des droits des peuples indiens, et la criminalisation de la contestation* »¹⁴

Débat et négociations autour de l'éducation interculturelle

Dans ce contexte de retour au néo-libéralisme et de changement politique, l'éducation interculturelle a constitué un sujet significatif et ce sous deux angles: d'abord, le gouvernement a utilisé deux revendications des organisations indiennes comme un moyen de pression et de contrôle politique; ensuite, les promesses du gouvernement deviennent fumeuses quand il s'agit des moyens concrets sensés être engagés.

Pour mémoire, les organisations indiennes demandent depuis plusieurs années une restitution intégrale de la gestion du Système d'Education Interculturelle Bilingue aux peuples et nationalités indiennes. Elles accusaient alors le régime de Correa d'imposer une politique éducative monoculturelle, et de leur avoir retiré l'autonomie dont elles jouissaient depuis les années 80 en matière de gestion de ce système et concernant le modèle pédagogique.

Un point important de l'agenda du rapprochement entre le gouvernement de Moreno et les organisations indiennes liées à la CONAIE a été, justement, de satisfaire ces revendications par la réouverture des "écoles à un seul professeur", une critique ouverte au modèle scolaire impulsé sous Correa articulé autour des Unités Educatives du Millénaire, et par l'appui au projet de l'Université Indienne Amauta Wasi, à laquelle le siège de l'UNASUR (*Unión de Naciones Suramericanas*) a même été attribué¹⁵

Les offres de Moreno ont dans une certaine mesure désamorcé une partie de la mobilisation des organisations liées à la CONAIE contre des décisions polémiques en matière de politique économique ou de relations internationales, et en particulier l'alignement sur la politique extérieure des Etats Unis dans la région.

Mais, malgré ces accords apparents, les propositions du gouvernement semblent être creuses étant donné la coupe sombre opérée dans le budget 2019 alloué à l'éducation aussi bien en fonctionnement (avec une réduction de 198 millions de dollars) qu'en investissement (- 221 millions). Cette diminution drastique du budget met en péril plusieurs objectifs de la politique éducative, notamment l'équipement en écoles pour des populations vulnérables comme les communautés indiennes en zone périphériques, l'entretien du bâti ou encore les salaires des professeurs.

La résistance de la communauté A'i Cofán de Sinangoe face à l'activité minière.

La communauté de A'i Cofán de Sinangoe est située en bordure du fleuve Aguarico dans le canton Gonzalo Pizarro de la province amazonienne de Sucumbios. 180 personnes y vivent de la pêche, la chasse et la culture en petits jardins familiaux. Le territoire de cette communauté, d'une surface d'environ 35 000 hectares jouxte le Parc National Cayambe Coca.

Depuis 2017 cette communauté s'est doté d'une Loi de Contrôle et de Protection du Territoire Ancestral A'i Cofán de Sinangoe (*Ley Propia de Control y Protección del Territorio Ancestral A'i Cofán de Sinangoe,*) qui reconnaît la figure de la Garde indienne chargée de la surveillance du territoire contre les menaces extérieures. Cette même année, la Garde a signalé plusieurs situations anormales, comme notamment l'entrée sur le territoire d'entreprises minières en toute illégalité. Les faits ont été dénoncés auprès du Défenseur public, du Parquet, et de la Municipalité de Gonzalo Pizarro. Cette dernière a publié un rapport dont la conclusion soulignait que "l'activité minière illégale, la chasse furtive, la déforestation illégale et la pêche non conventionnelle menacent profondément les formes de vie et la survie de la communauté A'i Cofán de Sinangoe", mais n'a pas sanctionné les responsables.¹⁶

En janvier 2018, la Garde indienne a de nouveau détecté la présence de pelleteuses pour percer une route jusqu'au fleuve Aguarico. Lorsque la Garde est allée dénoncer cette intrusion à l'Agence de Régulation et de Contrôle de l'Activité Minière (ARCOM), les fonctionnaires l'ont informé que 20 concessions minières avaient été accordées et que 30 autres étaient en cours d'analyse pour une exploitation à petite et moyenne échelle avec des permis d'exploitation pour une durée de 30 ans.¹⁷

En mars, le Ministère de l'Environnement a inspecté la zone et déterminé qu'une des exploitations, à Puerto Libre, ne présentait pas les licences environnementales requises ni les permis de concession liés à l'eau. Le Ministère a suspendu cette concession jusqu'à ce que l'entreprise remplisse les conditions légales. En mai les opérations avaient déjà avancé, ainsi que la déforestation de 15 hectares de forêt, et l'ouverture d'une voie jusqu'au fleuve Chingual, au nord de la concession. Le Ministère de l'environnement n'a rien fait pour l'éviter.

Après plusieurs plaintes et communiqués contre le Ministère de l'Environnement, la communauté A'i Cofán de Sinangoe a cherché une aide juridique auprès du Défenseur Public et présenté le 12 juillet 2018 une demande de protection juridique auprès du Juge des Garanties Constitutionnelles du canton Gonzalo Pizarro face aux activités et concessions minières dans leur territoire.

L'action de protection leur a d'abord été accordée et l'extraction minière suspendue. Le juge a également reconnu une situation de violation du droit à la Consultation préalable, libre et informée (CPLI) et ordonné le démantèlement des concessions cédées par le Ministère des Mines sur les rives des fleuves Aguarico, Chingual et Cofanes.¹⁸ La Cour Provinciale de Justice de Sucumbios a ratifié cette décision trois plus tard.¹⁹

Selon Mario Críollo Quenamá, Président de la Communauté A'i Cofán de Sinangoe:

"Notre droit au Consentement préalable, libre et informé a été violé; les droits de la nature et le droit à l'environnement, l'eau, la santé, l'alimentation sont menacés. Tout cela en raison de 20 concessions minières sur les rives du fleuve Aguarico et de leurs effets sur la zone exploitée et au-delà (...). Les Cofán dépendent de ces fleuves pour vivre. Si l'eau est

polluée, cette pollution nous atteint directement et de plein fouet puisque nous y pêchons, nous nous y baignons et nous buvons leur eau" ²⁰

Menaces contre le peuple Kichwa de Pastaza

Un autre territoire menacé est celui du Territoire Indien de Pastaza (TIP) qui s'étend sur 30 000 km² et où vivent 7 nationalités: Kichwa, Shiwiar, Andwa, Zápara, Achuar et Shuar. Un territoire menacé, d'un côté, par le Projet Hydroélectrique Platúa qui prévoit l'exploitation des eaux du fleuve du même nom, situé dans le Territoire Kichwa, et de Santa Clara au nord-ouest de Puyo à la limite entre les provinces de Pastaza et Napo dans l'Amazonie Centrale, et de l'autre par les concessions pétrolières cédées par le gouvernement au sud ouest, en particulier les blocs 86, 87, et 28.

Concernant le Projet Hydroélectrique, l'Agence de Contrôle et de Régulation de l'Electricité (ARCONEL) estime la production d'électricité à 172,12 GWh par an en moyenne²¹. Le fleuve Platúa se situe sur le flan de la cordillère des Andes à l'est du Parc Nationale Llanganates, à une altitude de 600-700 mètres, au cœur de forêts denses subtropicales et humides du bassin des fleuves Anzu et Napo²². Le Territoire du Peuple Kichwa de Santa Clara (11 190 hectares) abrite 320 familles qui vivent dans 8 villages et font partie de l'organisation PONA-K-CISC. Selon Cristian Aguinda, président du peuple Kichwa de Santa Clara,

"Genefrán S.A, l'entreprise chargée du projet du fleuve Platúa, est entrée sur notre territoire depuis 2016 sans nous avoir consulté au préalable. Parce que les communautés se sont opposées au projet, leurs habitants et dirigeants ont été menacés et des techniques d'intimidation ont été utilisées, notamment par des citations en justice, afin de fragiliser la mobilisation de notre organisation"²³

Face à ces attaques, les communautés Kichwa de Santa Clara ont décidé d'agir concrètement pour expulser l'entreprise Genefrán de leur territoire²⁴. Différentes actions collectives ont eu lieu, avec notamment des rassemblements devant le Gouvernement provincial de Pastaza, un campement de jeunes pour débattre des impacts du projet hydroélectrique avec d'autres organisations²⁵, et le blocage des routes menant à Santa Clara, ville située à la croisée du réseau routier liant les deux provinces de Napo et Pastaza²⁶. Ces actions ont mené au départ temporaire de l'entreprise.²⁷

Concernant les concession pétrolières, le Ministre de l'Energie et des Ressources Naturelles non Renouvelables, Carlos Pérez, a annoncé en février la tenue de discussions avec les entreprises pour de nouvelles attributions de blocs pétroliers dans le sud-est de l'Amazonie. "Pour éviter les conflits avec les communautés, les discussions ne porteront que sur les bloc 86 et 87, les plus proches de la frontière péruvienne", avait alors signalé Pérez lors d'une réunion publique avec les corporations pétrolières à Quito.²⁸

A Pastaza, Agip Oil (Italie) exploite le bloc 10 depuis 1998.²⁹ Au cours des 20 dernières années, certains blocs pétroliers ont été supprimés suite à la forte opposition des organisations indiennes, le cas des Kichwa de Sarayaku étant emblématique (avec l'expulsion de leur territoire de l'entreprise argentine Compañía General de Combustibles CGC).³⁰

Notes et références

1. Ojeda, G.& Peinado G. Fair Observer Moreno Is Breaking Ranks with the Correa Administration <http://bit.ly/2TdnqXd> ; también en Borón, A. Ecuador: La traición de Lenin Moreno disponible en: <http://bit.ly/2Tc7UL9>
2. Ley Orgánica para el fomento productivo, Atracción de inversiones, generación de empleo, y estabilidad y equilibrio fiscal. En Registro Oficial Suplemento 309 de 21-ago.-2018 Cf. en: <http://bit.ly/2Tf281y>
3. Consejo Nacional Electoral CNE Referéndum y Consulta Popular 2018 disponible en: <http://bit.ly/2TbBSPn>
4. El Universo Cinco integrantes del Consejo de Participación Transitorio fueron posesionados este miércoles 28.02.2018 <http://bit.ly/2Td0TrB> También ver en Calderón Castillo, J. El libreto del "lawfare" contra Rafael Correa 10.07.2018 CE- LAG en: <http://bit.ly/2Tdno1x>
5. Paz y Miño, J. Deudores al Estado: perdón y olvido 04.06.2018 En Confirmado. Disponible en: <http://bit.ly/2Th5tap>
6. Salinas E., Trole 3: ¿fomento a la inversión extranjera o al lavado de capitales? 05.06.2018 en: <http://bit.ly/2TaQyOE>
7. Expreso 11.06.2018 Ecuador se vuelve a acercar a FMI para "mantener un canal de diálogo abierto" en: <http://bit.ly/2Th5r2h>
8. Gobierno Nacional retoma diálogos con organismos multilaterales, Ministerio de Economía y Finanzas 12.06.2018 en: <http://bit.ly/2Tf10JQ>
9. El Comercio, 17.01.2019 Los subsidios a cuatro tipos de combustibles se han ajustado disponible en: <http://bit.ly/2TcyOm1> ; Trabajadores marchan contra aumento de la gasolina en Ecuador Telesur 27.12.2018 en: <http://bit.ly/2TaeAJL> ; Ecuador: Protestan contra políticas de presidente Lenin Moreno en Quito 13.09.2018 en: <http://bit.ly/2Teet2>; Marcha en Quito y unas 35 detenciones marcan el quinto día de huelga en Ecuador 18.08.2018, disponible en: <http://bit.ly/2Tb6GQi>
10. El Universo Ajustes y varios pedidos en política económica de Ecuador provoca manifestaciones 30.08.2018 disponible en: <http://bit.ly/2TcsFGA> ; El Gobierno enfrenta el retorno de las protestas 19.11.2018 disponible en: <http://bit.ly/2TaQqPa>
11. Marcha por el agua del movimiento indígena se concentra en Cutuglahua, al sur de Quito en: <http://bit.ly/2Tf3TR>.
12. Marcha Nacional por el Agua y en Resistencia al Extractivismo- desde el sur del Ecuador 02/10/2018 en: <http://bit.ly/2Tccd9s> ; The "March for Water" organized by indigenous organization #Ecuadorunari arrives in Quito. Disponible en: <http://bit.ly/2Tf1ha0>
13. Sputnik 15/11/2018 Marcha indígena llega a Quito y presenta proyecto para prohibir minería metálica Disponible en: <http://bit.ly/2Tcszic>
14. Un año más de diálogo con el Gobierno que no contenta a la Conaie, 26.12.2018 en: <http://bit.ly/2TaQBKD>
15. Expectativa por la reapertura de escuelas unidocentes y bidocentes 10.07.2018 Disponible en: <http://bit.ly/2TbQiPn>
16. Radio Sucumbíos Comunidades y organizaciones indígenas denuncian nuevas concesiones mineras en Ai Cofan Sinangoe 02.05.2018 disponible en: <http://bit.ly/2TdV7Ih>
17. Hill, D. 09.04.2018 The Guardian Our territory is our life': one struggle against mining in Ecuador en: <http://bit.ly/2TafPIV>
18. INREDH 18/07/2018 Audiencia de protección para comunidad Cofán afectada por actividades mineras en Sucumbíos se realizará este jueves. Disponible en: <http://bit.ly/2Tf46Zs>
19. El Universo Corte de Sucumbíos ratifica sentencia a favor de indígenas cofanes 22.10.2018 En: <http://bit.ly/2TdoqdV>
20. Espinosa, Lina M. y Zúñiga, J. La Barra Espaciadora Los cofán de Sinangoe: el pueblo amazónico que eligió defender la vida Disponible en: <http://bit.ly/2Tb9UDo>
21. ARCONEP Proyecto Hidroeléctrico Piatúa en: <http://bit.ly/2Tf3jYu>
22. Silva, E. (2003) Mushuk Allpa. La experiencia de los indígenas de Pastaza en la conservación de la selva amazónica. OPIP-Comunidec.
23. Cf. en NotiAmazonía 05.12.2018 Pastaza: marcha indígena en protesta por hidroeléctrica se cumplió en calles de Puyo en: <http://bit.ly/2Tf38fM>
24. Pueblo Kichwa de Pastaza respalda a Santa Clara en defensa del Río sagrado de Piatúa 14/11/2018 en: <http://bit.ly/2TaSeHW>
25. "Piatúa Resiste": la lucha contra las hidroeléctricas en la Amazonía. Disponible en: <http://bit.ly/2T94wAC> Video disponible en: <https://youtu.be/NwxneCTDXwU>
26. Diario de Los Andes 12.11.2018 Pueblo Kichwa de Santa Clara exige salida de hidroeléctrica disponible en: <http://bit.ly/2TbCPap>
27. NotiAmazonía 12.11.18 Pastaza: Comuneros del cantón Santa Clara expulsaron a empresa hidroeléctrica en: <http://bit.ly/2TdoeLJ>
28. La Hora 23.10.2018 Ronda Petrolera Suroriente se definirá en encuentro binacional entre Ecuador y Perú Disponible en: <http://bit.ly/2TdfGQ0>
29. Para ampliar al respecto Cf. Ortiz-T., P. (2010) Extracción de Recursos Naturales, Conflictos y Derechos de los Pueblos Indígenas de la Alta Amazonía. Eschborn, Frankfurt ADLAF Disponible en: <http://bit.ly/2Tcdlo6>
30. Rogato, M. (2016) Eriberto Gualinga. My people the Sarayaku's fight against oil and gas. Lifegate. Disponible en: <http://bit.ly/2TiqrFS>

Pablo Ortiz-T. Doctorat Maîtrise en sciences politiques. Sociologue Professeur d'université et chercheur. Contact à: mushukster@gmail.com

Source : IWGIA El Mundo Indígena 2019
traducción par **Anne-Lise Naizot**
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine

